

plus facile de rallier les suffrages populaires en faveur d'une stratégie raisonnable à tous les égards. Cependant, une des meilleures raisons pour rechercher une influence au sein de l'OTAN est l'amélioration à apporter à la stratégie de cet organisme. Il ne s'agit pas seulement de rechercher les meilleurs moyens de prévenir la guerre ou une agression. Les perspectives de négociation avec l'Union Soviétique, spécialement au sujet du désarmement, peuvent être grandement influencées, pour le meilleur ou pour le pire, par l'attitude militaire adoptée par l'Ouest.

Le Canada se doit d'avoir deux politiques militaires. La première serait une politique idéale que l'OTAN devrait adopter, croyons-nous, comme un tout: nous devrions accorder plus d'attention à la théorie militaire et nous préparer à employer une bonne part de notre crédit à l'intérieur de l'OTAN à promouvoir nos vues sur une stratégie fondée sur les alliances.

Notre seconde politique devrait déterminer avec précision la nature des activités militaires du Canada en tenant pleinement compte des plans que l'OTAN a déjà adoptés et de la ligne de conduite de ses autres alliés. Établisons une distinction claire et nette entre la politique que nous préconisons au sein de l'OTAN et notre participation actuelle en vue de remplir nos obligations et de nous gagner l'estime et la confiance au sein de l'alliance. Les contributions nationales ne sont jamais déterminées, évidemment, sans consultation entre l'OTAN et les pays directement intéressés. Même si l'OTAN était une organisation supranationale, ce qu'elle n'est pas, elle n'agirait pas sagement en dictant à ses membres leur conduite. Chaque pays pris à part doit être encouragé à entreprendre, autant que possible, des tâches qu'il est apte à accomplir et qu'il croit pouvoir mener à bien. Il y a gros à parier qu'il s'en acquitterait alors avec une efficacité accrue. Cela signifie qu'il est logique d'assigner à chacun des alliés la défense de son propre sol et de ses eaux territoriales.

D'un autre côté, il ne faut pas oublier qu'on a un plus grand besoin des forces de l'OTAN dans certaines contrées que dans d'autres et qu'il y a certains îlots où personne ne désire aller. La contribution canadienne en Europe, quoique modeste, soutient le moral des membres de l'alliance et nous vaut une immense influence diplomatique. Mais bien que l'on ne puisse nous forcer en principe d'accepter les tâches les plus ingrates, un peu de bonne volonté de notre part peut se révéler la meilleure manière de réaliser le but premier que nous nous étions assigné en adhérant à l'alliance.

On voit bien les avantages d'une division intelligente des tâches. Quoique les nations ayant des responsabilités à l'échelle mondiale croient sentir le besoin d'entretenir des forces équilibrées, il n'y a aucune nécessité pour la plupart des membres de participer à chacune des opérations. Ceci concerne particulièrement les armes nucléaires. Comme il peut y avoir, à l'heure actuelle, d'excellentes raisons de les retirer aux troupes des postes avancés, il serait raisonnable pour le Canada d'abandonner les armes nucléaires aux mains de quelques grandes puissances (aussi peu nombreuses que possible), et de s'occuper surtout de fournir des armes conventionnelles dont l'OTAN a présentement le plus grand besoin. L'alliance accepterait volontiers, croyons-nous, une suggestion de notre part, lui indiquant nos préférences en ce sens. D'autre part, ces engagements actuels doivent être remplis et de nouveaux développements peuvent survenir de sorte qu'il peut s'avérer souhaitable pour le Canada de posséder des armes nucléaires dans l'avenir. Dans tous les cas il est important que nous ne donnions pas l'impression de chercher à nous dérober ni à faire croire que nous nous estimons plus «purs» que les pays qui, eux, possèdent des armes atomiques dans l'intérêt de l'alliance tout entière. Ce serait le meilleur moyen de diminuer notre influence auprès d'eux.

Le Canada pourrait bien avoir avant longtemps à résoudre des problèmes beaucoup plus graves que celui des armes nucléaires. Jusqu'ici nous n'avons pas sollicité notre admission dans le «club nucléaire» quoique le Canada soit